

# Réformes: Faure Gnassingbé félicite les acteurs politiques



Faure Gnassingbé a félicité les participants à la Concertation nationale entre acteurs politiques (CNAP). Ce cadre de dialogue a proposé [des réformes nécessaires pour l'amélioration du cadre électoral](#) et du climat politique. 17 partis politiques ont participé aux travaux boycottés par la Dynamique Mgr Kpodzro (DMK) et le Comité d'action pour le renouveau (CAR).

Le ministre d'Etat, ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires a rendu compte au Conseil des ministres des travaux de la CNAP.

Dans une communication, Payadowa BoukpeSSI a présenté les

conclusions des travaux qui se sont déroulés du 19 janvier au 13 juillet derniers. Il a détaillé les résultats obtenus et les propositions de réformes.

Le Conseil présidé par le chef de l'Etat, [Faure Gnassingbé](#), « a félicité les différents acteurs et a pris note des propositions des réformes ».

La CNAP avait été mise en place par le gouvernement sur instructions du président togolais. Il s'agit d'opérer des réformes nécessaires pour une amélioration du cadre électoral.

Durant 6 mois d'intenses, il a été organisé 17 réunions du comité d'appui et 11 séances plénières. Les travaux ont abouti à une série de propositions de réformes. Des propositions qui s'adressent aussi bien au gouvernement, à la CENI qu'aux partis politiques togolais.

## **Les propositions de réformes**

Ces propositions portent sur le cadre électoral, notamment le code électoral (29 propositions), sur la constitution (4 propositions), la loi fixant les conditions d'exercice de liberté de réunions et de manifestations pacifiques publiques (2 propositions), la charte des partis politiques (7 propositions), la loi portant décentralisation et liberté locale (3 propositions), le statut de l'opposition (1 proposition), les mesures d'apaisement (3 propositions) et le cadre permanent de concertation (3 propositions).

Les partis politiques ayant présenté des candidats à au moins l'une des trois dernières élections au Togo, notamment les élections législatives de 2018, les élections locales de 2019 et l'élection présidentielle de 2020, ont été conviés à la rencontre. Sur les 21 partis politiques remplissant ces conditions, 17 ont initialement pris part aux travaux.

En effet, les partis membres de la DMK ont boycotté les travaux. Ils exigeaient la prise en compte du contentieux issu

de l'élection présidentielle de 2020 dans les discussions ; ce qui a été rejeté. Pour sa part, le Comité d'action pour le renouveau (CAR) avait claqué la porte des discussions.

Alors qu'elle a participé à la majorité des séances, l'Alliance nationale pour le changement (ANC) avait menacé de se désolidariser des conclusions des travaux. Le parti de Jean-Pierre Fabre s'est finalement retiré des discussions la veille de la clôture des travaux.

L'ANC a indiqué ne plus vouloir être cantonnée dans « un rôle d'accompagnateur et de faire-valoir ».